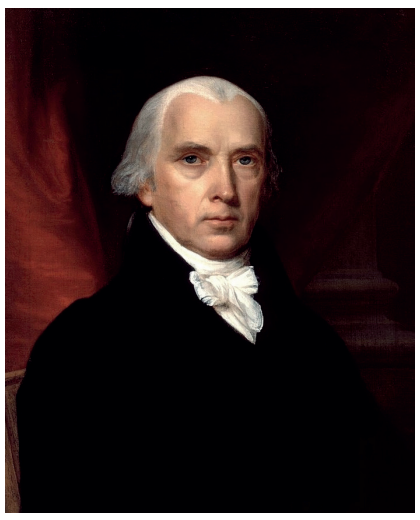
America First, sauce démocrate

Durant sa visite officielle aux Etats-Unis la semaine dernière, Emmanuel Macron a, selon la presse, abordé de manière directe la «*question qui fâche*», l'Inflation Reduction Act (IRA), qui constitue de fait une mesure protectionniste. Comme on pouvait s'y attendre, le résultat des discussions entre les présidents français et américain est décevant pour les Européens. Ce n'est pas étonnant: le protectionnisme est dans les gènes des USA et on le verra resurgir encore et encore.



James Madison, père fondateur et 4e président des Etats-Unis, un des auteurs de l'American System, ancêtre du America First

On se rappelle que Donald Trump avait annoncé en mars 2018 des taxes sur les importations d'acier et d'aluminium. Ça avait fâché tout le monde mais surpris personne. Au-delà de la personnalité contrastée de l'ex-président républicain, il faut reconnaître qu'il était fidèle à son slogan *America First*.

Le cas de l'*Inflation Reduction Act* (loi sur la réduction de l'inflation) est a priori plus étonnant, car elle est le fait de l'administration démocrate. Pour mémoire, il s'agit d'un paquet de mesures destinées à protéger le climat. Le problème est que cette loi prévoit de subventionner massivement des produits fabriqués aux Etats-Unis, ce qui va favoriser par exemple les Teslas américaines par rapport aux BMW allemandes électriques. Il est donc probable que des entreprises actuellement basées en Europe délocaliseront tout ou partie de leur production sur le sol américain pour pouvoir bénéficier de ces aides.

De toute façon le mal était fait avant la visite de Macron. On voyait mal comment une loi votée par le Congrès aurait pu être révisée, surtout après les dernières élections de mi-mandat qui ont donné une majorité républicaine à la Chambre des Représentants. D'autant plus que les Etats-Unis reprochent également à l'Europe de vouloir prendre des mesures qu'ils considèrent protectionnistes à travers le *Mécanisme d'Ajustement Carbone aux Frontières* (MACF). Mais prenons un peu de recul.

Les Etats-Unis ont en réalité une longue tradition de protectionnisme et l'IRA (de même que le *CHIPS Act*) n'en est que le dernier avatar. Cela peut surprendre, car, jusqu'à l'arrivée de Donald Trump, nous avions pris l'habitude de considérer l'Amérique comme étant peu ou prou la championne du libre-échange. Mais Rémi Bourgeot[1] estime qu'il faut considérer la période allant des années Reagan à la fin des années Obama comme une parenthèse qui est en train de se refermer.

Pour Rémi Bourgeot, «*l'histoire du développement économique des États-Unis est intimement liée à l'histoire du protectionnisme industriel*». Tout ceci a démarré dès la naissance de la nation avec l'*American System* élaboré par l'un des «*Pères Fondateurs*», James Madison. L'*American System*, en quelque sorte l'ancêtre de l'*America First*, visait à permettre le développement industriel du jeune pays en le protégeant de la concurrence étrangère avec des barrières douanières parfois très élevées. Sans entrer dans les détails, il est intéressant de constater que c'étaient donc surtout les Etats du nord, industriels, qui étaient favorables au protectionnisme. Le Sud, esclavagiste et démocrate, souhaitait au contraire pouvoir exporter librement sa production agricole et était beaucoup plus ouvert au libre-échange. Sur ce plan, les républicains ont repris l'héritage du Nord et on peut considérer que le protectionnisme est dans leurs gènes.

L'évolution de la position des démocrates est plus complexe. Alors que Bill Clinton s'est fait le champion du libre-échange, les difficultés rencontrées par les classes moyennes suite à la désindustrialisation ont poussé leur aile gauche, avec Bernie Sanders en tête, à se replier sur les dogmes protectionnistes. Et après l'échec de Hillary Clinton contre Donald Trump, le parti démocrate a adopté à son tour sa version de l'*America First*. Il n'est donc pas surprenant que l'Europe n'ait pas pu obtenir des concessions de la part de Joe Biden sur L'Inflation Reduction Act, même si elle pourra peut-être quand même grapiller quelques mesures compensatoires. Et c'est pourquoi nous devons nous préparer à une poursuite de la politique protectionniste américaine.

D'ailleurs, dans ce contexte, je suis curieux de voir si le Royaume-Uni post-Brexit pourra arracher un accord de libre-échange avec les Etats-Unis. Ce serait le premier pays européen à le faire.

Et la Suisse dans tout ça ? Contrairement aux USA, notre pays a bâti sa prospérité sur le libre-échange, depuis l'aube de l'ère industrielle, pour pouvoir exporter montres, fromages et dentelles. Les phases de protectionnisme de nos voisins, notamment la France, ont rimé pour nous avec crises économiques et misère. Pour nous, c'est donc le libre-échange qui est dans nos gènes. Mais si la Communauté Européenne a déjà de la peine à se faire entendre à Washington, que peut faire la Suisse ? Pas grand-chose. Si ce n'est espérer que les répercussions de l'*Inflation Reduction Act* n'affecteront pas trop les nombreux sous-traitants de l'industrie automobile qui se trouvent dans notre pays.

En l'occurrence et sur ce point précis, l'impact direct sera probablement relativement faible, certes. Cependant, subir n'est pas une stratégie. La Suisse le sait bien, qui a signé des accords de libre-échange avec une quarantaine de pays (en plus de l'ensemble économique européen – AELE / CE) et poursuit activement des négociations avec d'autres.



Il n'en reste pas moins que le fait que les démocrates américains aient rejoint les républicains sur le *America First* n'est pas une bonne nouvelle pour nous.

Gilbert Bapst
Vouvry

---

[1] *LE PROTECTIONNISME, UNE PASSION AMÉRICAINE ? Rémi Bourgeot in «Revue internationale et stratégique », IRIS éditions, 2017/4 N° 108, pages 89 à 100*

Alors que la Suisse a des accords de libre-échange en vigueur avec la CE, l'AELE, le Royaume-Uni et une quarantaine de pays sur tous les continents, les Etats-Unis n'en ont que 20, pratiquement tous dans les Amériques, aucun en Europe.

Pays avec lesquels les Etats-Unis ont des accords de libre-échange: *Australie, Bahreïn, Canada, Chili, Colombie, Corée du Sud, Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Israël, Jordanie, Maroc, Mexique, Nicaragua, Oman, Panama, Pérou, République Dominicaine, Singapour*

Publicité



Votre Confédéré dans les cafés et restaurants

Café de la Coop, Leytron
Café-Restaurant de la Gare, Saint-Maurice
Café-Restaurant Les Vergers, Leytron
Restaurant Le Soleil de Dugny, Leytron
Maison-Chomel, Martigny-Bourg
Café-bar du Casino, Martigny
Hôtel Alpes & Rhône CH, Martigny
Restaurant de Plan-Cerisier, Martigny-Croix
Cercle de l'Union, Vétroz
Café-Restaurant chinois Chez Aube, Vétroz
Restaurant la Rose Rouge, Dorénaz
Taverne du Clocher, Orsières
Restaurant La Canasta, Saxon
Le Catogne Gite et Restaurant SA, La Douay / Orsières
Café de l'Union, Salvan
Le Clair de Lune, Les Marécottes
Zoo-Piscine, Restaurant des Marécottes, Les Marécottes
Caveau du Moulin de Semblanet, Martigny
Vinothèque Vino Passion, Cave Dubuis & Rudaz, Sion
Le Bistrot d'Italie, Martigny
Café de l'Union, Fully
Le Cercle, Fully

by graphi|design.ch